

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 30/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAMIN - CARRIERE DE JAS-DE-RHODES

12, place de l'Iris
Tour Saint-Gobain
92400 Courbevoie

Références : D-2025-0777

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance): 0006401615

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement SAMIN - CARRIERE DE JAS-DE-RHODES implanté Lieu dit "Jas de Rhodes" 13170 Les Pennes-Mirabeau. L'inspection a été annoncée le 10/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En juillet 2025, un incendie s'est déclaré sur l'autoroute à proximité immédiate de l'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) située aux Pennes-Mirabeau, dans l'agglomération de Marseille. Ce feu de forêt s'est rapidement propagé aux abords de l'ICPE et a causé des impacts notables sur certaines installations et sur l'environnement du site.

En raison de la proximité de l'incendie externe et des risques associés, une visite d'inspection a été réalisée le 10 juillet 2025 par la DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle a fait l'objet de suites administratives.

L'objectif de cette visite d'inspection du 17 décembre 2025 est de recueillir les suites actées lors de la précédente inspection du 10 juillet 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAMIN - CARRIERE DE JAS-DE-RHODES
- Lieu dit "Jas de Rhodes" 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006401615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société d'exploitation de Sables et MINéraux (SAMIN) exploite une carrière, au lieu dit "Jas-de-Rhodes", de dolomie ($\text{MgCa}(\text{CO}_3)_2$), peu chargée en fer, utilisée dans l'industrie du verre.

L'installation comporte deux chaînes de production (60 % pour l'industrie du verre et 40 % pour les TP) :

- chaîne 1 « usine » pour la fabrication de produits sables fins, à partir d'un broyeur/concasseur, pour industries verrières ;
- chaîne 2 « TP » pour la fabrication de produits destinés aux travaux publics à partir d'un concasseur, 2 broyeurs et 1 crible.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente inspection</u> : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Risque de Pollution des eaux et des sols	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 2.2 Exploitation des Installations	Sans suite	Sans objet
2	Rapport d'Incident	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 2.7 Incident ou Accident	Sans suite	Sans objet
3	Mesure applicables pour lutter contre les émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 3.2 Mesure applicables pour lutter contre les émissions de poussières	Sans suite	Sans objet
4	Évacuation des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 5.2 Principes de gestion des	Sans suite	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		déchets autres que les Déchets inertes et terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière		
5	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 7.3 Infrastructures et installations	Sans suite	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'Incendie	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 7.5 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Sans suite	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant qui a subi cet incendie, s'est mis en conformité concernant les moyens de lutte contre l'incendie (ajout d'une citerne souple de 120m3), à la suite des constats réalisés lors de la précédente inspection. Cette visite ne donne pas lieu à des écarts constatés sur les points contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risque de Pollution des eaux et des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 2.2 Exploitation des Installations
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des eaux et du sol
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 10/07/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour

<p>limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate lors de sa visite que le site a bien été nettoyé.</p> <p>La couche de terre polluée a été stockée dans une benne prévue à cet effet et sera évacuée prochainement avec transmission du bordereau de suivi de déchets.</p> <p>La nacelle élévatrice ainsi que le véhicule brûlé et les pneus ont été évacués. Les bordereaux de déchets ont été transmis au préalable de la visite d'inspection par courriel en date du 16/10/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le bordereau de suivi de déchets de la terre polluée une fois la benne évacuée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Rapport d'Incident

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 2.7 Incident ou Accident</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incident</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Déclaration et rapport</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un rapport d'incident retraçant l'ensemble des événements a été transmis à l'inspection des installations classées en date du 16 octobre 2025.</p> <p>Les réseaux d'eau, d'électricité ont été enterrés et l'alimentation générale (Enedis) du site sera enfoui prochainement.</p>

Les bungalows (bureaux) détruits vont être remplacés par des locaux en "dur" (parpaing), classée M0 au feu et équipé d'un système de sprinklage pour protection des salariés en cas d'encerclement par le feu. Un permis de construire a été déposé et obtenu pour un début de travaux prochainement (début année 2026).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesure applicables pour lutter contre les émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 3.2 Mesure applicables pour lutter contre les émissions de poussières

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité de l'air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

[...]

Arrosage automatique

Les tronçons repérés ABCDEFGH (dans l'étude complémentaire de l'évaluation des risques sanitaires associés aux émissions diffuses de poussières) sont équipés d'arrosage automatique. Il est conservé la possibilité d'un arrosage ponctuel pour ces tronçons dans le cas où les conditions climatiques justifient un arrosage complémentaire.

Concernant les autres trajets, il est prévu que les pistes soient arrosées plus de 2 fois par jour.

L'exploitant met en œuvre des dispositifs permettant de limiter au plus sa consommation d'eau en regard des objectifs d'abattement de poussières à atteindre. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées ses bilans annuels de consommation d'eau (par usage), ainsi que le récapitulatif des actions de sobriété hydrique mises en place.

[...]

Constats :

L'inspection constate lors de sa visite que le système d'alimentation en eau a bien été réparé, cependant le système d'asperseur est toujours non fonctionnel car très fortement endommagé pendant l'incendie. L'exploitant a donc fait chiffrer une refonte globale de son système d'aspersion avec des éléments modulaires pour s'adapter au phasage d'exploitation de la carrière. Dans l'attente de la mise en œuvre de ce nouveau système (réseau d'aspersion) prévu pour début d'année prochaine, l'exploitant continue d'arroser avec une arroseuse mobile.

D'après l'exploitant, les résultats d'empoussièrement sont conformes sur les mesures effectuées en juillet 2025. Le rapport annuel qui sera transmis en début d'année prochaine fera apparaître les résultats d'empoussièrement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Informar l'inspection de la mise en service du nouveau système d'aspersion.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Évacuation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 5.2 Principes de gestion des déchets autres que les Déchets inertes et terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière
Thème(s) : Risques chroniques, Risque de Pollution
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Séparation des déchets</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.</p> <p>Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.</p> <p>Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.</p> <p>Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.</p> <p>Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.</p> <p>Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.</p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.</p> <p>Sont interdits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, - le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux - le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets - le mélange de déchets différents visés chacun par une prescription de recueil sélectif. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir constat du point de contrôle n°1.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 7.3 Infrastructures et installations
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de chute ou de blessures du public
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture se situe au minimum à 10 m des bords de l'excavation.</p> <p>Contrôle des accès Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>Zone dangereuse L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (par ex. : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation). Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p> <p>Accès à la voirie publique L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.</p> <p>Installations électriques - mise à la terre Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.</p>

Constats :

L'inspection a pu observer que les panneaux de mention de danger, de vitesse et d'interdiction d'accès au site qui avaient brûlé ont bien été remplacés. Les portails ont été remis en service et l'installation électrique des locaux est neuve (entièrement refaite)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 7.5 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

[...]

Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

de plans du site et des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;

d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

[...]

à compter de la notification de présent arrêté, en compléments des deux citernes de 5 000 et 3 000 litres qui alimentent le réseau d'arrosage au débit maximum de 15 m³/h, l'exploitant met en place à partir du réseau AEP soit :

o un poteau incendie de 60 m³/h ;

o dans le cas où le réseau ne fournit pas ce débit, un poteau incendie de 30 m³/h et une réserve de 60 m³ ;

o dans le cas où le réseau ne fournit toujours pas ce débit, une réserve unique de 120 m³. Ce dispositif est vu en accord avec le service de prévision du CIS des Pennes Mirabeau dans le délai d'un mois à compter de sa mise en place.

[...]

L'exploitant dispose de trois armoires anti-feu pour le stockage des bombes aérosol (mentionnées au plan d'évacuation), elles sont localisées :

dans les bureaux

dans l'atelier

à la chaîne 2

L'exploitant : prend les mesures nécessaires afin de ne pas augmenter, entre la forêt et la limite parcellaire du site, le risque induit d'incendie ;

[...]

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis au préalable de la visite d'inspection, par courriel du 08/08/2025 et par courrier du 16/10/2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le devis de la citerne incendie validé, -la facture des OLD. <p>L'inspection constate lors de la visite d'inspection que des zones ont bien fait l'objet de débroussaillage et la présence d'une citerne à eau pleine de 120 m³ avec système de raccord pompier.</p> <p>L'exploitant indique que l'emplacement, le volume et les dispositions techniques de la citerne ont bien été validées par le SDIS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>